

éducation Sud

Expression des syndicats membres de la Fédération Sud éducation

PAS DE VACANCES POUR LES LUTTES !

APRÈS LES MOBILISATIONS puissantes des 29 janvier, 19 mars et 1^{er} mai, alors que des secteurs professionnels vivent des luttes déterminées et longues, comment expliquer que les seules perspectives affichées par l'intersyndicale nationale soient une journée de mobilisation un samedi de juin et le maintien de l'unité syndicale des 8 autour de revendications à minima ?

Explications multiples : stratégie du syndicalisme rassemblé qui justifie le rapprochement CFDT/CGT, dépolitisation de l'action syndicale, recentrage sur un syndicalisme technique, modification des règles de représentativité, mais, surtout, acceptation par les directions confédérales du cadre imposé par l'organisation capitaliste de la société, qui leur laisse des lieux institutionnels pour exercer leur "mission" de cogestion, en échange d'un rôle de négociateurs responsables.

Cette ligne repose sur l'hypothèse que des négociations peuvent s'ouvrir sur divers chantiers et nécessiter une mobilisation de longue haleine. D'où le fait de maintenir une pression suffisamment forte sur le gouvernement et le patronat pour les contraindre à négocier, mais suffisamment espacée pour éviter toute dynamique de "débordement".

Cette stratégie ne met aucunement en difficulté le gouvernement qui continue sa politique à l'encontre des salariés.

Pire, les atteintes au droit de grève dans le public comme la précarisation dans le privé ont refroidi les velléités combattives.

Cette impression d'impuissance, associée aux défaites accumulées depuis plusieurs années (retraites en 2003, CPE/CNE en 2006, LRU en 2008/2009...), nourrit une attitude de défiance des salariés à l'égard des syndicats. Elle discrédite et "ringardise" en quelque sorte l'action syndicale.

Sur un autre plan, les discours médiatiques, qui désignent systématiquement les grévistes comme des preneurs d'otages, ont fini d'installer dans les esprits une image très déva-



Photo : Patrick L'ÉCOUÏER

lorisée de la grève. C'est dans ce contexte que nous avons vu apparaître, depuis quelques mois, des pratiques moins traditionnelles de revendications : désobéissance, rétention de documents ou de personnes, occupations, menaces sur la tenue d'exams, coupures de courant, déambulations tournantes... Le plus souvent ces tentatives isolées sont une forme authentique

d'implication dans la lutte et les motivations de leurs auteurs sont véritables. Mais si ces actions, par leur aspect radical et original, recueillent souvent le soutien des salariés mobilisés et de la population, elles posent toutefois un certain nombre de problèmes :

◆ Catégorielles, sectorielles, elles ne prennent en charge qu'un aspect du corpus revendicatif (la

suspension du soutien individualisé en primaire sans remise en cause de l'ensemble de la politique scolaire, par exemple).

◆ Elles ne permettent plus d'affirmer une identité de classe, mais plutôt une identité de groupe : les faucheurs, les chercheurs, les chômeurs, les précaires, les désobéisseurs...

◆ Leurs contenus sont souvent dépolitisés. Politiser est devenu suspect. Il faut donner une image valorisante, voire rassurante, du groupe et de son action.

◆ Elles cherchent à rénover la forme au détriment du fond, visent la médiatisation en simplifiant le discours.

◆ Elles sont le pain béni des médias qui rafolent de martyrologie, celle des salariés prêts à aller jusqu'au sacrifice personnel.

Pour Sud éducation aujourd'hui, la grève générale reconductible demeure notre objectif car elle seule peut hisser le rapport de force au niveau des attaques subies et mettre en échec le choix de société imposé par le patronat et le gouvernement. Elle se fera par notre réappropriation de la grève :

◆ Par la tenue systématique d'AG inter-professionnelles décisionnelles.

◆ Par la rédaction par les salariés eux-mêmes de revendications à la mesure desquelles ils jugeront de la continuation ou de la fin du mouvement.

◆ Par le refus des grévistes de confier leur représentation par délégation, mais par un mandat soumis à contrôle.

◆ Par l'invention d'outils de lutte originaux comme ceux mentionnés plus haut.

Cette construction ne saurait être limitée par les dates de l'année scolaire. Pas plus que les attaques du gouvernement, notre lutte ne connaît pas de vacances.

Saint-Denis, le 25 mai 2009

SECOND DEGRÉ

> Le grand mensonge des orphelins de 16 heures

p.2

SUPÉRIEUR

> Une mobilisation sans précédent

p.3

EN CHANTIER

> Quelle Ecole voulons-nous ?
> Les lycées cobayes de Darcos

p.4-5

ON RAME !

> Généralisation du bac pro en 3 ans
> Toujours précaires en Vie scolaire

p.7

PREMIER DEGRÉ

> Aide individualisée
> Témoignage au cœur des Rased

p.7

POINT DE VUE

> Se mobiliser avec les collectifs

p.8